

Concours section : 3e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique CIVL

N° Anonymat : GZXTX832 VG

Nombre de pages : 8

17.5 / 20

Concours : ENN 3^{ème} concours

Epreuve : Cas pratique sur un sujet de droit civil et de procédure civile

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



A la lecture de l'énoncé, nous verrons successivement la situation s'agissant de l'indivision (I), puis s'agissant de l'aide apportée par Nicolas (II) et enfin de l'incapacité de Benoît (III)

I L'indivision:

Norie et Anne, deux sœurs ont un appartement en indivision suite au décès de leur père en 2010. Anne occupe ce bien depuis des années sans bail ni sans verser d'indemnité. Elle ne participe pas aux dépenses d'entretien du bien.

L'indivision est une situation juridique où le propriété est démembrée, elle est partagée entre plusieurs personnes qui ont les mêmes droits sur un même bien. S'agissant ici d'une indivision successorale et n'ayant pas d'information contraire, il sera considéré que le partage est égal entre les deux sœurs.

Plusieurs points interrogent Norie, tout d'abord s'agissant de ce qu'elle peut exiger de Anne par les dépenses, l'indemnité d'occupation (A), puis par une éventuelle vente (B) et enfin des remboursements qu'elle pourrait obtenir de cette vente (C).

A) Les dépenses et l'occupation du bien indivis:

a) Les dépenses:

Norie prend en charge les impôts, la réparation de la chaudière, ... toutes les dépenses liées au bien indivis.

Norie peut-elle exiger un remboursement de ces dépenses par Anne ?

!

L'article 815-13 du Code civil (ci-après Cciv) prévoit que l'indivisaire qui a effectué des dépenses "nécessaires" sur ses deniers

N°

1.1.3

personnels, par le bien doit tenir compte aux indivisaires et la répartition se fait en équité.

En l'espèce, Marie a fait des dépenses par les impôts, les charges de copropriété et dernièrement un changement de chaudière. Ces dépenses peuvent être considérées comme nécessaires pour la conservation du bien.

Donc Anne doit payer ces factures par moitié en effectuant un remboursement à Anne.

b) L'indemnité d'occupation:

Anne utilise le bien depuis 2010 sans bail ni verser d'indemnité.

Un indivisaire qui occupe un bien singulier est-il tenu à une indemnité?

L'article 815-3 Cciv prévoit qu'un indivisaire peut jouir d'un bien privativement et sans convention contraire est redevable d'une indemnité.

En l'espèce, aucune convention n'a été conclue donc Anne qui occupe le bien depuis 2010, c'est-à-dire depuis le début de l'indivision, doit payer une indemnité d'occupation.

Cette indemnité sera calculée en fonction de la valeur locative du bien (Civ 1^{re} 12 janvier 2004).

3) La vente de l'immeuble:

Si elle ne parvient pas à s'entendre avec Anne, Marie souhaite vendre le bien.

Un indivisaire peut-il vendre le bien malgré le désaccord des autres indivisaires?

L'article 815 Cciv prévoit que nul n'est contraint de demeurer dans l'indivision. Cependant l'article 815-3 Cciv exige la majorité pour tout acte de disposition par ceux prévus par le 3^e de ce même article.

Donc il n'est pas possible de vendre le bien sans l'accord de l'ensemble des indivisaires.

En l'espèce, Marie ne pourra vendre le bien sans l'accord d'Anne.

La demande de partage est tout de même possible par Marie et en cas de désaccord avec Anne, elle peut saisir le juge par y parvenir (article 818 Cciv).

Anne pourra quand à elle demander au juge de surseoir à statuer, mais cette demande ne peut être acceptée que si le partage crée un risque immédiat de porter atteinte à la valeur du bien (art 820 Cciv).

ou en cas de lieu d'habitant, le maintien n'est possible que par le conjoint ou le déjunt qui occupe le lieu avant (art 821-1 Cciv), ce qui n'est pas le cas en l'espèce.

Donc Anne ne pourra obtenir le maintien dans l'indivision auprès du tribunal. Et le partage sera effectué à la demande de Marie.

C) Les remboursements et indemnités sur le prix de vente:

Comme vu précédemment Anne est tenue de payer à Marie les dépenses faites par la conservation du bien et elle est également redevable d'une indemnité d'occupation.

S'agissant de l'indemnité par les soins accordés à l'indivision, l'article 815-12 Cciv prévoit une rémunération de son activité fixée à l'initiative de par justice.

Marie pourra donc demander au juge de fixer un montant. Ce montant rémunère l'action réellement fournie (Civ 1^{re}, 20 nov. 1984) et il n'y a pas de rémunération si il gère essentiellement par son compte (Civ 1^{re}, 30 septembre 2009).

Ainsi le juge prendra en compte le temps et les actions réellement faites par Marie.

II. L'acte bénévole de Nicolas aux époux C.

Nicolas aide bénévolement les époux C. en intervenant sur leur toit avec un fer à souder. Suite à une imprudence, un incendie se déclenche et cause de graves dégâts. L'assureur des époux C. se retourne contre Nicolas.

Un assistant, dans le cadre d'une convention d'assistance bénévole est-il tenu de réparer les dommages qu'il a causés à l'assisté?

Tout d'abord, il convient de préciser que dans les faits, la gestion d'affaires a été exclue car l'action a été faite alors que les époux C. étaient au courant et ne se sont pas opposés malgré leur état dubitatif.

Il convient donc de retenir ici la convention d'assistance bénévole.

Cette convention est d'origine contractuelle, c'est-à-dire fondée sur les articles 1101 et 1103 du Cciv: c'est le rencontre de volonté et ce contrat a force obligatoire.

L'article 1231-1 Cciv prévoit la responsabilité contractuelle en cas d'inexécution d'une obligation.

Pour engager la responsabilité contractuelle il faut une faute qui est un manquement contractuel, un dommage et un lien de causalité.

En l'espèce le dommage est l'incendie de la toiture et les dégâts qui en découlent.
Le lien de causalité a été, par un expert, établi.

S'agissant de la faute : L'arrêt du 21 novembre 1911 de la Cour de cassation prévoit l'obligation de sécurité.

L'intensité de cette obligation varie en fonction du rôle de la victime.

Si la victime est active, l'obligation de sécurité est de moyen, si elle est inactive, l'obligation de sécurité est de résultat.

Les époux C. sont inactifs donc Nicolas est tenu par une obligation de sécurité de résultat.

Il doit donc répondre de sa responsabilité par cet incendie, même si sa faute consiste en une imprudence.

Cette solution a été confirmée par la 1^{re} chambre civile dans un arrêt du 15 janvier 2022, en effet la cour considère que l'on présume d'une convention d'assistance bénévole toute faute de l'assistant qui a causé un dommage à l'assisté engage la responsabilité de l'assistant.

Nicolas précise que les époux n'ont pas pris de précaution pour sécuriser le chantier. Cela pourrait être considéré comme une faute de la part de la victime, Cependant cette faute ne pourrait, si elle est considérée comme tel par les juges, exonérer Nicolas car dans le cadre d'une obligation de sécurité de résultat, la faute de la victime n'est prise en compte qu'en cas de force majeure (Civ. 1^{re} 14 décembre 2016 et Ch. mixte : 28 novembre 2008).

Or les critères de la force majeure : imprévisibilité, extériorité et irrésistibilité ne sont pas remplis en l'espèce.

Nicolas est donc tenu rembourser l'indemnisation faite par l'assurance.

III - L'incapacité de Benoît.

Benoît et Sandra sont mariés depuis 2 ans. Suite à un accident, Benoît est lourdement handicapé physiquement et a des difficultés pour se situer dans le temps et dans l'espace. Il a souscrit à une assurance-vie.

Sandra souhaite vendre leur maison qui est inadaptée.

Nous verrons donc en premier temps les conséquences de l'accident

s'agissant de la vente de la maison et de l'utilisation de l'assurance-vie.

Concours section : 3e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique CIVL

N° Anonymat : GZXTX832 VG

Nombre de pages : 8

17.5 / 20

Concours : ENN 3^e concours

Epreuve : Cas pratique sur un sujet de droit civil et de procédure civile

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



par ensuite s'intéresser aux étapes de la procédure à mettre en place (13).

A. La maison et la gestion de l'assurance vie.

Etant marié et quelque soit le régime matrimonial choisi, les époux sont tenus à des devoirs et obligations.

Ainsi l'article 215 Cciv prévoit la communauté de vie dans le logement familial. Ce logement ne peut être vendu par un époux sans l'accord de l'autre époux.

En l'espèce Sandra souhaite vendre la maison qui est leur logement familial sans l'accord de Benoît, car au vu de son état, il est difficile pour lui de le donner.

Afin de faire le vente qui est en plus nécessaire pour Benoît car la maison n'est pas adaptée à son handicap, l'article 217 Cciv prévoit la possibilité pour un époux à être autorisé par la justice à passer seul, un acte par lequel le consentement du conjoint est nécessaire lorsque celui-ci ne peut manifester sa volonté.

En l'espèce Benoît n'est pas en état de manifester sa volonté ayant du mal à se lever dans le temps de l'après-midi.

Donc il sera possible pour Sandra d'obtenir cette autorisation.

L'état de santé de Benoît n'a apparemment que peu de chance de s'améliorer, c'est pourquoi Sandra peut demander à être habilitée par la justice à le représenter d'une manière générale dans l'exercice des pouvoirs résultant du régime matrimonial en fixant les conditions et l'étendue de cette représentation, comme le prévoit l'article 219 Cciv.

Ainsi, cette habilitation pourra donner à Sandra, la possibilité de vendre la maison mais aussi en fonction du contrat signé par Benoît,

N°
5.1.3.

et des conditions prévues, Utiliser l'assurance-vie.

Si l'assurance-vie n'est signée que par Benoît, l'acte pour l'utiliser ne dépend pas des pouvoirs résultant du régime matrimonial. Un autre régime de protection tel que la tutelle ou la curatelle serait plus adapté.

Sachant que 'une demande de 'habilitation prévue par l'article 219 n'est pas incompatible avec une demande par un autre 'membre de protection (Civ 1^{er}, 18 Janvier 1981).

Donc Sandra doit faire une demande d'habilitation de l'article 219 Cciv pour vendre la maison et une demande de placement sous un régime de protection par bénéficier de l'assurance-vie.

Si la procédure à suivre:

Le tribunal compétent:

Si s'agit de la compétence matérielle, le tribunal judiciaire connaît des affaires civiles par lesquelles compétence n'a pas été donnée en raison de leur nature à une autre juridiction: article L211-3 Code de l'organisation judiciaire (ci-après COJ).

+ article L 213-4-2 COJ: le juge des contentieux et de la protection (ci-après JCP) est compétent par les demandes formulées par un époux lorsque que son conjoint est hors état d'exprimer sa volonté.

Donc c'est le juge des contentieux et de la protection qui est compétent.

Compétence territoriale:

L'article R-213-9 COJ prévoit la compétence territoriale des JCP dans les tribunaux judiciaires de chambre de proximité dont ils dépendent.

article R 211-11 COJ: compétence défini par Code de procédure civile (CPC) par le tribunal judiciaire.

article 42 CPC: le lieu du défendeur et le lieu pris en compte par la compétence territoriale.

Donc Sandra devra saisir le JCP de son lieu d'habitation.

Procédure devant le JCP:

article 1212 et suivants du CPC: saisi du juge des tutelles par requête adressée au greffe de la juridiction de 1^{er} instance.

Cette requête doit comporter un certificat médical circonstancié et

les faits qui amènent à cette demande.